LA COMMUNISATION COMME SORTIE DE CRISE

La note qui suit est délibérément très résumée. Elle ne développe pas la critique du programmatisme – déjà faite abondamment – et ne fait qu'évoquer les aspects récents du mouvement social qui confortent la thèse communisatrice.

1 Immédiateté du communisme

1.1 Définition et origine

Ne pas confondre immédiateté et instantanéité. Par immédiateté du communisme, on pose que la révolution prolétarienne n'a plus pour objectif de créer une société de transition, mais le communisme directement. Du coup : plus de problème de prise du pouvoir politique, d'alliance avec d'autres couches sociales, ni d'effectuation de la transition sur le terrain (dépérissement de l'Etat etc.)

La notion d'immédiateté du communisme ne sort pas de rien. Elle est apparue avec la crise des années 60-70 sur la base de l'incapacité politique de la gauche et des gauchistes à comprendre l'anti-travail. Aujourd'hui, toute les tentatives programmatiques sont dérisoires. Quant à l'anti-travail, il revient avec plus de force que dans les années 70 (Chine, Bangladesh et même pays industrialisés)

1.2 La communisation comme processus

La communisation cela ne signifie donc pas que le communisme s'instaure d'un coup de baguette magique. Il y aura lutte, avancées et reculs de la révolution. Mais cela signifie que les actions qu'entreprendront les révolutionnaires aboliront le travail et la valeur, et tout le reste (famille, patrie…) ici et maintenant. Quand la révolution attaquera la propriété capitaliste, elle ne donnera pas au prolétariat une propriété qui lui échappait jusqu'ici, mais elle abolira toute forme de propriété, tout de suite. Il est impossible de décrire cela dans le détail. Il faut cependant essayer de préciser, pour avoir une meilleure idée d'où l'on va et pour savoir, le moment venu, distinguer révolution et contre-révolution.

2 Activité de crise et communisation

Quand la crise éclate, le prolétariat se soulève parce que le non-achat de la force de travail l'exclut du rapport social et de tout rapport à la nature. Ce faisant, il développe une *activité de crise* qui est la matrice de tous les possibles. La possibilité du communisme ne se trouve que dans l'activité de crise du prolétariat. La théorie n'a pas toujours défini le communisme de la même façon, mais toutes les définitions et stratégies ont toujours reposé sur ce que fait le prolétariat dans son activité de crise. On ne peut parler d'activité de crise que dans le cas d'un soulèvement généralisé du prolétariat, et non dans le cas d'un conflit isolé d'une ou quelques entreprises, aussi « exemplaire » soit-il.

L'activité de crise repose sur deux éléments essentiels : individualisation/démassification du prolétariat, et prise de possession d'éléments de la propriété capitaliste pour les nécessités de la lutte – pas pour reprendre le travail sans les capitalistes. Si la crise qui s'ouvre en ce moment s'approfondit au point de provoquer une insurrection prolétarienne majeure, on retrouvera ces deux

éléments, avec les caractéristiques historiques de notre époque. La démassification du prolétariat sera d'autant plus nette qu'elle a déjà été entamée par le capital post-fordiste. Vouloir un retour aux beaux jours de l'ouvrier masse est un rêve contre-révolutionnaire. Quant à la propriété capitaliste, deux traits la caractérisent.

- D'une part, rien ne lui échappe. Le capital s'est tellement emparé de toute la vie que, quoi qu'on fasse, on est toujours chez lui. Quand la crise éclate, le prolétariat ne peut rien faire sans empiéter sur la propriété capitaliste. Même une simple manifestation l'oblige à occuper le bitume municipal. Aujourd'hui, on lui permet de le faire. Demain ce sera illégal. Toute action du prolétariat dans son activité de crise l'oblige à affronter le capital pour prendre possession d'une partie de la propriété et donner ainsi une objectivité à son existence qui n'est sinon que celle d'un pur sujet[1]. Et, dans la crise actuelle, le monopole de la propriété capitaliste est si total que, moins que jamais le prolétariat n'a de possibilité de repli. Il est le dos au mur. P. ex, le capital a supprimé toute possibilité de repli à la campagne.
- D'autre part, les biens de la propriété capitaliste sont fortement marqués, dans leur valeur d'usage, par les nécessités de la valorisation. Pour cette raison, l'activité de crise sera amenée à beaucoup détruire et détourner. Il n'est pas exclu que le prolétariat s'empare d'une chaîne de montage, mais il est exclu qu'il fasse des voitures.

2.1 'Production' sans productivité et abolition de la valeur

C'est à partir de l'activité de crise, et pour en sortir, que s'enclanche la communisation. La communisation ne répond pas à un idéal ou à un mot d'ordre politique. Elle est la solution des difficultés de reproduction que le prolétariat rencontre dans son activité de crise. Celle-ci est une lutte contre le capital pour assurer la survie, pas plus. Lorsque les alternatives prolétariennes contre-révolutionnaires ont fait la preuve de leur inefficacité à sauver économiquement le prolétariat, la communisation fait le saut dans la non-économie. Le paradoxe est que, alors que au plus profond de la crise, les besoins du prolétariat sont immenses, la solution consiste à tourner le dos au productivisme. La 'production' sans productivité n'est pas une fonction de production. C'est une forme de socialisation des hommes dans le communisme où la production intervient, mais sans mesure du temps ni de rien d'autre (intrants, nombres d'hommes impliqués, résultat productif). Selon la bonne formule de TC : « radicale non-comptabilisation de quoi que ce soit ». Essayons de voir les choses en deux temps :

Durant la phase de descente aux enfers de la crise, la reproduction du prolétariat est principalement assurée par la prise sur le tas. Même dans une économie qui fonctionne en flux tendus, il y a des stocks. L'activité de crise consistera (entre autres) à s'en emparer. Déjà à ce stade, on peut imaginer une divergence entre une voie contre-révolutionnaire qui vise à comptabiliser, à regrouper les biens, à coordonner leur distribution, à faire respecter des critères de droits et de devoirs, etc., et une voie communisatrice, qui récuse cette économie du pillage et la formation d'instances supérieures de la distribution, même élues démocratiquement etc. Cette deuxième voie insistera sur le fait que l'approfondissement local, la gratuité absolue, valent mieux qu'une stabilisation nationale.

Dans une deuxième phase, celle de la sortie de crise proprement dite, la production reprendra.

Le problème est alors de savoir comment la production peut repartir sans travail, ni productivité, ni échanges. Le principe de la 'production' sans productivité est que l'activité des hommes et leurs rapports sont premiers par rapport au résultat productif. La production reprend sur cette base parce qu'il n'y en a plus d'autres. Développer la production sans productivité, c'est abolir la valeur dans ses deux formes :

Valeur d'échange : si rien n'est comptabilisé, si la justification de l'activité n'est autre qu'elle-même, le produit résultant de l'activité n'a aucun contenu abstrait.

Valeur d'usage : la VU se distingue de l'utilité simple par le fait qu'elle a, elle aussi, un contenu d'abstraction. L'utilité de la marchandise doit être générale, ou moyenne, pour satisfaire un utilisateur inconnu dont on ne sait pas le besoin particulier (prêt-à-porter/sur mesure). La production sans productivité est une activité particulière d'individu particulièrs, satisfaisant des besoins exprimés personnellement. L'usage des objets fabriqués porte la marque de cette particularité. C'est l'anti-normalisation. Le caractère nécessairement local de la communisation y contribue.

Dans la révolution communiste, l'acte de production ne sera jamais productif *seulement*. L'objectif des individus ayant décidé de mettre en place une boulangerie ne sera pas de réaliser un nombre déterminés de pains, mais de se socialiser, de cultiver leurs affinités en produisant du pain[2]. De plus, ces prolétaires ne produiront pas du pain comme catégorie générale, mais un pain particulier qui les sollicite ce jour-là. Enfin, l'approvisionnement de nos boulangers en farine risque d'être aléatoire, au moins dans un premier temps, si les prolétaires qui sont au moulin suivent les mêmes principes. Certains jours, il n'y aura pas de farine parce que ceux qui étaient au moulin ont préféré discuter de l'amour et du sens de la vie. C'est la chienlit ? Disons simplement que ce jour là il n'y aura pas de pain. Il faut l'assumer. L''alternative est que quelqu'un fixe un plan, avec des quantités et des délais, et que les autres bossent. Non seulement la valeur est rétablie, mais en plus cette expérience prolétarienne n'a pas d'avenir : ou bien elle marche et les prolétaires n'auront très vite plus aucun droit (restauration du salariat sous une forme ou une autre), ou bien elle ne marche pas, les travailleurs se retrouvent à la case précédente de chômage et de salaires impayés. Il est d'ailleurs probable qu'une solution communisatrice n'intervienne qu'après un ou plusieurs échecs de ce genre.

De façon générale, on retiendra que la communisation remplace la circulation des biens entre les « producteurs associés » par la circulation des individus d'une activité à l'autre. Cela implique notamment que :

- Les « lieux de production » n'auront pas de personnel permanent, produiront ou ne produiront pas selon la motivation et le nombre des présents, car les « lieux de production » seront avant tout des lieux de rencontre et de vie.
- Au moins dans un premier temps, la communisation se fera localement, non pas comme communautés autarciques, mais comme initiatives entièrement contrôlées par les participants. La communisation se fera comme une nébuleuse d'initiatives locales. Ce n'est, me semble-t-il, qu'à cette échelle locale que la communisation peut faire la preuve qu'elle améliore tout de suite la vie des prolétaires. Or cet aspect est fondamental : les prolétaires font la révolution pour vivre mieux, pas par idéal.

A vouloir trop entrer dans le détail, on finirait par faire le schéma d'une non-économie tout aussi contraignante que la société de transition. En même temps, comment ne pas en donner (et montrer la pauvreté de notre imagination) pour rendre palpable le fait que toutes les solutions apportées par la révolution communiste ont pour principe de mettre en avant l'activité et non pas son résultat. Pour dire que le principal « résultat » visé par l'activité, c'est elle-même. Les individus circuleront entre les activités en fonction de leurs affinités, et chaque étape de cette circulation sera un moment de reproduction. Des produits circuleront avec ces individus, mais sans échange. Ceux qui ont fait des saucisses les feront partir vers une cantine locale sans se soucier d'obtenir quelque chose en retour, puisque ces saucisses ne leur ont rien coûté, pas même du *travail*.

2.2 'Consommation' sans nécessité

Le règne de la nécessité n'est pas celui où les forces productives sont insuffisantes pour assurer une abondance dont on ne sait pas exactement où elle commence. Le règne de la nécessité est celui où l'existence de la propriété est une menace continuelle de désocialisation et de mort pour ceux qui ne sont pas propriétaires. Voilà pourquoi, aujourd'hui, la gratuité ou les bas prix provoquent des réactions de stockage et de surconsommation. Dans le communisme, cette peur du manque disparaît en même temps que la propriété. Chacun est sûr de pouvoir manger, gratuitement, ce que d'autres auront apporté et que d'autres auront préparé. Dans ces conditions, pourquoi irais-je surconsommer, stocker des aliments dans mon frigidaire sous le prétexte qu'ils sont gratuits ? Tout est gratuit et le restera. Parce que tout est produit par des gens pour qui, en quelque sorte, les saucisses ne sont qu'un sous-produit de quelques jours de discussion sur le sens de la vie.

La gratuité est une notion difficile à manier. Je pense que, pour parler du communisme, il vaut mieux l'entendre comme dans « geste gratuit » que comme dans « produit gratuit ». D'une part, c'est une évidence que les initiatives communisatrices imposeront la gratuité dans le champ de leur intervention. Mais d'autre part et surtout, cette gratuité est plus que « prix = zéro ». Il ne faut pas se représenter cela comme gratuité de marchandises qu'on peut *avoir* sans argent. Ce qui est en jeu ici, c'est la non-rémunération de l'activité des communisateurs. C'est une évidence aussi, puisque les prolétaires qui se lanceront dans la communisation ne le feront qu'après avoir tenté, en vain, d'obtenir un salaire ou une allocation. La gratuité, ici, c'est celle de l'*être* pour soi, dans une activité totalisante qui rompt les séparations, p. ex. entre 'production' et 'consommation'.

Production sans productivité, consommation sans nécessité sont deux formulations, dans le vocabulaire limité dont nous disposons, de la même activité unifiée et libre.

3 Révolution, contre-révolution, répression

La communisation avance en élargissant progressivement le cercle des prises de possessions. La propriété ne se laissera pas faire. Elle a plusieurs cordes à son arc. La contre-révolution n'est pas uniquement militaire.

3.1 Subtilités de la CR

Une partie de l'opposition à la communisation viendra des rangs du prolétariat lui-même. Dans une situation donnée, l'option autogestionnaire et l'option communisatrice pourront s'affronter. P. ex., la prise en charge des enfants dans l'activité de crise donnera sûrement lieu à des tentatives d'autogestion des écoles. Face à quoi, un courant communisateur proposera l'abolition pure et simple des écoles – il est d'ailleurs probable que les élèves se chargeront directement de donner violemment leur avis (Grèce). Evidemment, l'abolition des écoles pose instantanément une masse de questions, très urgentes : qui va s'occuper des enfants, qui va leur apprendre quoi ? Leur faut-il un local dédié ? Vaut-il mieux qu'ils s'instruisent en jouant dans les allées de la révolution ? Comme tout problème de la révolution, celui-ci n'existera que localement pour les habitants du quartier (pas de ministre de l'éducation !). La solution mise en place localement, plus ou moins bonne, ne demandera pas des prouesses de productivité (pas de construction d'école, pas de formation de maîtres, pas de rédaction de programmes…), et s'ajustera en fonction de l'évolution de la situation. Le succès ou l'échec d'une telle initiative ne tient pas tant à sa justesse théorique qu'à sa capacité ou non d'améliorer la vie des prolétaires (parents et enfants) qui l'initient. Malgré la difficulté que nous avons à nous représenter une vie sans travail ni valeur, l'analyse (et certaines expériences d'activité de crise) nous permet d'affirmer qu'à un certain degré de la crise, une solution communisatrice sera plus apte à améliorer la vie que toutes les formules auto-gestionnaires. Ce qui est dit ici de l'école

vaut pour *toutes* les institutions actuelles.

3.2 Refus de toute militarisation

Si un tel mouvement local fait tâche d'huile, si l'autogestion est insuffisante pour l'empêcher, la répression la plus violente interviendra évidemment. L'histoire nous montre que la propriété ne reculera devant aucun massacre. Je pense que ce serait une grave incompréhension des atouts spécifiques du prolétariat que de prôner une militarisation, même 'révolutionnaire' du mouvement. Je ne pense pas qu'il y ait d'exemple dans l'histoire où la militarisation, même la plus souple, la plus démocratique, n'ait ouvert grand la porte à la contre-révolution. Impossible d'entrer ici dans le détail. Mais on peut quand même indiquer que, si la crise atteint une intensité telle que la communisation avance ainsi, la bourgeoisie elle-même ne sera pas indemne et, tout choyé qu'il soit, son personnel répressif n'échappera pas à la crise. Il ne faut surtout pas invoquer une crise morale de la police face à l'idéal révolutionnaire, mais bien plutôt à des mutineries intervenant pour des raisons très matérielles (Afrique du Sud). D'autre part, le refus de la militarisation même la plus légère n'implique nullement le rejet de la violence.

Conclusion

L'abolition de la valeur, la destruction du capital et l'auto-suppression du prolétariat ne sont des moments mystérieux ou mystiques que si on les envisage dans un processus insurrectionnel de type ancien mouvement ouvrier, affirmant l'identité travailleuse de la classe ouvrière et se fixant comme but de mettre le prolétariat (en réalité ses représentants) au pouvoir politique. Jusqu'à présent les communistes ont buté de façon insurmontable sur ces questions et n'ont trouvé que la société de transition pour éluder l'obstacle. La société de transition est un leurre, de même que celui du dépérissement de l'Etat.

Depuis la crise des années 60-70, le processus même de la contradiction entre les classes a commencer à nous débarraser de ce problème. L'évolution récente du rapport des classes permet de comprendre beaucoup mieux que Marx lui-même la nature intime de la société capitaliste, la valeur, le travail, et donc leur abolition. Elle permet ainsi d'approcher de plus près ce que sera le communisme et le processus révolutionnaire de communisation qui le créera. Plus la crise va s'approfondir, plus on avancera sur cette voie.

B.A.

Août 09

---

[1] La prise de possession se déroule comme interaction entre individus du prolétariat. Il n'y a plus les automatismes du rapport de classe. Si *le* prolétariat est contraint de se soulever, il faut quand même quelques individus pour sortir les premiers pavés, casser les premières vitrines…. Autrement dit, l'activité de crise gagne un degré de liberté par rapport à la prospérité. Ce n'est pas encore le règne de *la* liberté, mais c'est ce degré qui donne aux insurgés le sentiment que tout est possible.

[2] J'ai fait remarquer que, dans l'approfondissement du chômage en Argentine, certains piqueteros tenaient à peu près ce discours.